



Allocution de Son Altesse le Premier Ministre à la 64ème Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

Le 25 Septembre 2009

Monsieur le président,

J'ai le plaisir au nom de l'Etat du Koweït et en mon nom personnel; de vous présenter mes félicitations pour votre nomination en tant que président de la 64ème session de l'assemblée générale des Nations Unies.

Votre grande expérience dans le travail régional et international sera un atout important pour réaliser le succès souhaité aux travaux de cette session importante des Nations Unies.

Nous aimerions également faire l'éloge de la présidence de votre prédécesseur le Père Miguel d'Escoto, l'ancien ministre des affaires étrangères de Nicaragua.

De même, je ne manquerais pas d'exprimer mon appréciation des efforts et des bonnes tentatives que prodiguent le Secrétaire général, M. Ban Ki Moon et les employés de l'appareil du secrétariat général pour le rétablissement de la paix et de la sécurité, et l'évolution de la performance des appareils et programmes de l'ONU, afin d'améliorer et de développer sa capacité à convoquer les changements internationaux et répondre efficacement aux défis et dangers vécus par notre monde d'aujourd'hui.

Monsieur le président,

Le monde n'a jamais eu autant besoin d'une organisation mondiale forte et efficace qu'aujourd'hui, car la diversité et la complication des défis, des crises et des nouveaux faits qu'affronte notre monde aujourd'hui, en addition des questions régionaux et internationaux qui restent sans solution depuis longtemps, exigent que tous les pays pressentent leurs responsabilités pour soutenir et supporter cette organisation et lui fournir le financement nécessaire afin qu'elle puisse remplir sa fonction et ses obligations d'une manière efficace et selon une méthodologie avancée. L'ONU doit elle même prendre en charge la responsabilité de promouvoir son corps administratif, sa performance pratique, et ses capacités de pressentir et prévoir les nouveaux défis, pour atteindre un niveau qui convient à la délicatesse de la période que vit le monde, et qui exige de prendre des initiatives osées, d'agir rapidement et de chercher des traitements efficaces.

Les questions de terrorisme, de la lutte contre la pauvreté, de la famine, de la lutte contre les maladies graves comme le sida et le paludisme, outre la maladie de H1N1 qui a propagé d'une façon effrayante dans le monde tout entier, et la propagation du fléau des drogues, sont tous des questions qui exigent de notre



organisation un travail collectif non traditionnel qui pressent le danger, diagnostique la crise, prédispose les ressources, intervient efficacement, radicalement et collectivement et protège l'humanité des répercussions et maux de ces questions. De même, le fait d'activer le rôle des organisations régionales et spécialisées dans un effort concentré et organisé est considéré comme l'un des atouts les plus importants dans la lutte contre ces défis.

D'autre part, il y a d'autres défis et menaces dont la société souffre toujours, surtout la crise économique et financière et le phénomène du changement climatique. La crise financière a affecté d'une façon négative les économies des pays en voie de développement et a paralysé leurs efforts pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, d'où l'apparition des problèmes économiques et sociales tels l'augmentation du taux du chômage, le ralentissement du taux de développement économique, l'effondrement des marchés financiers et la contraction claire du commerce mondial et régional. A cet égard, nous accueillons l'acte final adopté à la réunion de haut niveau organisée par le président de l'assemblée générale en juin dernier et durant laquelle on s'est engagé d'aider les pays en voie de développement à éliminer les traces de la crise financière à travers l'augmentation des aides officiels au développement, l'introduction des améliorations au régime commercial international, et l'insistance sur la nécessité de continuer la réforme des institutions financières internationales afin de garantir la représentation juste dans ses conseils d'administration et de renforcer son rôle de contrôle et les conditions des aides financiers et techniques offerts aux pays en voie de développement et aux pays moins développés.

Cet effort et ces mesures communes ont contribué à l'apparition des signes de guérison de l'économie mondiale dans les quelques semaines passées. Nous espérons que cette évolution sera valable aussi pour une crise dangereuse de la même importance, qui est le problème du changement climatique et la détérioration de l'environnement et qui a urgemment besoin d'une réaction mondiale rapide. A cet égard, nous aspirons à la réussite de l'importante conférence qui aura lieu à Copenhague- Danemark en décembre prochain.

Monsieur le Président,

En mi-décembre prochain, l'Etat du Koweït sera honoré d'héberger leurs Majestés et leurs Altesses les dirigeants du CCG pour tenir leur 30ème sommet. Ils auront un ordre de jour bien chargé dont le plus important travail sera le lancement d'une activité intégrale importante qui consiste à faire une connexion électrique entre les divers pays de CCG. Nous espérons que ce pas stratégique ouvrira la porte devant plusieurs autres pas ultérieurs dont le projet de l'union monétaire et la monnaie unique du Golfe.

De même, l'Etat du Koweït est fier d'occuper le premier rang dans la liste des pays arabes et le 33ème rang au niveau mondial dans le rapport du développement humaine issu par le programme du développement de l'ONU de cette année où l'Etat du Koweït a enregistré le plus haut taux au niveau arabe



dans l'éducation, l'enseignement, la santé et les libertés publiques. Sans doute, le gouvernement koweïtien continuera ses efforts pour améliorer les situations économiques et sociales, et poursuivre l'accomplissement de tous les objectifs du Millénaire pour le développement avant sa date fixée, afin de réaliser une meilleure vie pour ses citoyens et tous ceux résidant sur son territoire.

De plus, le bureau de l'ONU pour le drogue et le crime à Vienne a enregistré que le Koweït a réalisé une position avancée au niveau arabe et international dans le domaine de la lutte contre le drogue et son trafic.

Là, je signale avec plaisir que cet accomplissement n'a été réalisé qu'à travers un effort national intensif et une coopération régionale élargie.

D'autre part, l'Etat du Koweït maintiendra sa politique fixe consistant à satisfaire à ses obligations financières vis-à-vis des institutions, des fonds et des programmes internationaux et régionaux, actifs au niveau d'offrir des aides au développement et de soutenir les projets des infrastructures aux pays en voie de développement et aux pays moins développés. De même, il continuera à participer au financement des projets de développement à travers le fonds koweïtien pour le développement économique qui a offert, depuis sa fondation en 1961, des aides dont la valeur dépassait les 14.5 milliards de dollars, à plus de 100 pays. Le Koweït a également pris des initiatives dans le but d'encourager la croissance économique et d'élever le niveau de vie afin de baisser les taux de pauvreté dans les pays endommagés à cause de l'augmentation des prix des produits alimentaires principaux. A cet effet, il a fondé le "Fonds pour une Vie Décente" avec un capital de 100 millions de dollars, et a destiné plus de 300 millions de dollars pour lutter contre la pauvreté en Afrique, et ce à travers la Banque Islamique de développement.

Bien que le Koweït soit un pays en voie de développement, le pourcentage de ce qu'il offre d'aides humanitaires au développement dépasse le pourcentage adopté aux conférences internationales, d'où le pourcentage de 1.31% du produit local brut comparé à 0.45% pour les pays membres de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économique).

Etant donné que l'Etat du Koweït est conscient de l'importance de la coopération économique et de l'échange commercial dans le renforcement des relations entre les pays, Son Altesse l'Emir Cheikh Sabah Al Ahmad Al Jaber Al Sabah a convoqué le premier sommet arabe de développement économique, et que l'Etat du Koweït a hébergé en janvier dernier. Durant ce sommet, plusieurs projets économiques ambitieux et importants ont été accrédités pour la création de nouveaux domaines de partenariat et de coopération. De même, la proposition de l'Etat du Koweït pour fonder un fonds d'un capital de deux milliards de dollars a été agréée. L'Etat du Koweït a déclaré son engagement à offrir cinq cents millions de dollars pour ce fonds pour soutenir et financer les petits et les moyens projets de développement, dans le but d'améliorer le niveau de vie du citoyen arabe.



Monsieur le Président

Les élections parlementaires dans mon pays le Koweït, et qui ont eu lieu en juin dernier, ont réalisé une évolution qualitative importante dans la vie parlementaire koweïtienne, où quatre candidates koweïtiennes ont obtenu l'appui et la confiance des électeurs koweïtiens, pour représenter le peuple koweïtien et exprimer ses aspirations sous la coupole de l'assemblée nationale. Cette réalisation civilisée vient suite à la réalisation de la femme koweïtienne des succès dans les domaines du travail privé, civil et gouvernemental, y compris son obtention du poste ministériel dans le gouvernement de l'Etat du Koweït.

Nous exprimons notre fierté et notre appréciation à l'égard de la femme koweïtienne pour ses grandes réalisations et nous poursuivrons à soutenir son rôle comme un partenaire effectif dans les domaines politiques, économiques et sociaux.

Monsieur le Président,

Malheureusement, la question palestinienne reste sans solution depuis plus de six décennies malgré tous les efforts prodigués et les nombreuses initiatives internationales entreprises par plusieurs parties internationales et régionales. Ce qui suscite l'inquiétude c'est que les conditions politiques, économiques, sociales et humaines aux territoires palestiniens occupés y compris Jérusalem-est, sont dans un état de détérioration continue vu qu'd'Israël, l'autorité existante par occupation, poursuit ses politiques et ses pratiques illégales, violant la loi internationale et les résolutions des Nations Unies.

A ce propos, nous renouvelons notre condamnation des agressions israéliennes répétées sur les territoires palestiniens occupés, surtout l'agression militaire contre Ghaza en décembre dernier et qui a ôté la vie à 1400 palestiniens dont la plupart étaient des enfants, des femmes et des vieillards, et la destruction injustifiable des maisons, des propriétés et des infrastructures civiles. Nous appelons la société internationale, surtout le Conseil de sécurité, d'entreprendre leurs responsabilités et de prendre les mesures convenables pour arrêter les violations d'Israël de la loi internationale humaine, et s'opposer à ses activités d'implantation des colonies et à sa politique de punition collective qu'il impose au peuple palestinien à travers le siège de Ghaza et la restriction de la liberté du mouvement et de déplacement des personnes dans toutes les régions et tous les territoires palestiniens occupés, et d'arrêter immédiatement l'activité d'implantation de colonies qu'exerce Israël sous des prétextes inacceptables.

L'Etat du Koweït voudrait également signaler le rapport de la mission d'enquête à Ghaza et qui a prouvé avec des preuves évidentes les crimes de guerre commis par les forces israéliennes lors de leur agression cruelle contre Ghaza l'année passée, ce qui est considéré une violation dangereuse de la loi humaine internationale. De là, nous voyons que le Conseil de sécurité et les Nations Unies doivent assumer leurs responsabilités pour arrêter ces crimes contre l'humanité et punir leurs auteurs selon les lois internationales en vigueur.



Partant de sa responsabilité morale et nationale et de son attitude fixe dans le support de la question palestinienne, l'Etat du Koweït a répondu aux efforts et tentatives internationaux visant à améliorer les conditions de vie et reconstruire ce qui a été détruit par l'agression israélienne contre Ghaza, et a déclaré son engagement à faire la donation de cinquante millions de dollars dont deux cents sont destinés à la reconstruction de Ghaza, en plus de ses engagements dans le cadre de la Ligue Arabe pour soutenir l'autorité palestinienne.

L'Etat du Koweït s'est dépêché de répondre à l'appel lancé par l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) en décembre passé et a fait donation de toute la somme exigée et qui se montait à trente quatre millions de dollars américains pour couvrir les besoins des aides urgentes de secours.

Dans ce contexte, nous voyons que la souffrance du peuple palestinien continuera tant que la paix continue, juste et totale n'est pas réalisée; cette paix qui exige de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens, d'établir l'Etat palestinien dont la capitale sera Jérusalem et d'obliger Israël à évacuer totalement tous les territoires arabes jusqu'à les frontières de juin 1967, en exécution des résolutions du Conseil de sécurité relatives, de la feuille de route et de l'initiative de la paix arabe.

Quant à l'Iraq, l'Etat du Koweït a loué les efforts et les tentatives importants que prodigue le gouvernement iraquien afin de pouvoir établir la paix, la sécurité et la stabilité et afin de réaliser la prospérité du peuple iraquien, ainsi qu'il soutient tout ce qui pourrait sauvegarder la souveraineté de l'Iraq, son union nationale, la sécurité de ses territoires, et la non-interférence dans ses affaires intérieures. De même, l'Etat du Koweït condamne tous les actes de terrorisme commis à l'Iraq dans le but d'ébranler sa sécurité et sa stabilité et d'attiser le fanatisme religieux dégoûtant. De là, et afin de mettre fin à ce qu'on appelle la violence sectaire, surgit l'importance de la poursuite de la politique du dialogue et de la réconciliation nationale visant à garantir la participation de toutes les catégories de la société dans tous les étapes pratiques et politiques, y compris l'échéance prochain des élections parlementaires qui seront tenues en janvier prochain.

L'Etat du Koweït continuera à soutenir et à supporter tous les efforts visant à assister l'Iraq à récupérer sa position et sa situation normale dans son entourage régional et international dans le but de construire un Iraq démocratique et uni, sécurisé et pacifique, vivant en paix avec lui-même et avec ses voisins et prêt à tenir ses engagements énoncés dans les résolutions légitimes internationales.

Monsieur le Président,

En ce qui concerne le conflit sur les îles occupés des Emirats, l'Etat du Koweït espère voir résoudre ce conflit d'une manière pacifique et appelle la République islamique d'Iran à résoudre cette question à travers les négociations fraternelles directes ou d'avoir recours à la cour internationale de justice.



Monsieur le Président,

La solution des conflits et des différends entre les Etats, surtout dans notre région, doit se baser sur un ensemble de principes fixes établis dans les relations internationales et prenant leur essor des résolutions légitimes internationales et des règlements de la loi internationale, et d'en appeler, si nécessaire, à la cour internationale de justice ce qui pourrait garder les relations du bon voisinage.

Il n'est pas permis de dépasser ces bases et ces règles légales pour les fins personnelles d'une partie au compte d'une autre partie, ce qui ne servira en aucun cas les relations du bon voisinage et n'aidera pas à établir la confiance mutuelle et ce qui affectera par la suite la stabilité entre les parties et la sécurité et la paix internationales.

Monsieur le Président,

Nous avons continué avec intérêt la réunion des pays membres au Conseil de sécurité, tenue jeudi dernier pour discuter l'un des sujets les plus importants qui importe la sécurité et la paix mondiales. C'est un sujet relatif à nos efforts de créer un monde exempt d'armes nucléaires. Nous avons suivi avec soulagement la résolution du Conseil de sécurité no. 1887 promulguée unanimement et qui a posé les bases de ce monde exempt d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive et considéré comme l'espoir de l'humanité et de la sécurité et du bien-être des peuples.

Monsieur le Président,

Au temps où l'Etat du Koweït soutient le droit de tous les pays à utiliser l'énergie nucléaire pour des objectifs pacifiques, il insiste sur sa conviction de la nécessité et de l'importance de libérer le monde des armes de destruction massive et de déclarer la région du Moyen Orient une zone exempte des armes nucléaires tout en renouvelant son appel à se comporter sérieusement avec Israël qui est l'unique pays à ne pas joindre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il appelle ce dernier à joindre le traité et soumettre tous ses établissements aux garanties et contrôle de l'agence internationale de l'énergie atomique.

L'Etat du Koweït espère aussi que les négociations continuent entre la République islamique d'Iran, l'agence internationale de l'énergie atomique et les pays concernés afin d'aboutir à une solution pacifique vis-à-vis du dossier nucléaire iranien laquelle pourrait dissiper les peurs et les doutes enveloppant la nature et les objectifs du programme nucléaire iranien.

Monsieur le Président,

Finalement, nous espérons avoir tous la volonté politique collective pour réaliser les objectifs et les principes éminents du Pacte des Nations Unies et faire face aux défis dangereux qu'affronte notre monde aujourd'hui. De même, le besoin est urgent pour multiplier les efforts afin d'arriver à rejeter le fanatisme, l'aversion et la peur de l'autre, et de renforcer le dialogue entre les différentes civilisations



et religions étant donné que c'est le meilleur moyen pour réaliser une entente entre les cultures et pour créer une atmosphère convenable apte à renforcer le principe du respect mutuel et à construire des ponts entre les sociétés.

**Merci Monsieur le Président
Et Que la Paix de Dieu et Sa Miséricorde soient avec vous.**